

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE
ET POPULAIRE
#

Au service
des peuples
et des nations

# Termes de référence

## Pour les services d'un Prestataire individuel (IC)

## Consultant(e) national(e) –formateur(trice) en matière de mode de gestion de service public local

| **I. Information sur le poste** | |
|---|---|
| Intitulé de la mission : | Consultant(e) national(e) –formateur(trice) en matière de mode de gestion de service public local |
| Numéro du poste : | N/A |
| Type de contrat : | Individual Contract |
| Duration du contrat : | Septembre 2018 - Mars 2019 pour une durée de 30 jours de travail effectif |
| Lieu d'affectation: | Algérie (Biskra – Annaba – Boumerdés – Sidi Bel Abbes – Laghouat) |
| Département/Unité : | PNUD/ALGER/Programme Gouvernance Démocratique |
| Superviseur : | Chargée du Programme Gouvernance Démocratique |

**II. Contexte du Projet**

En Algérie, la révision constitutionnelle en 2008, a permis l'adoption d'une nouvelle loi organique relative aux modalités augmentant les chances d'accéder aux assemblées élues (janvier 2012) des femmes. L'impact positif de la loi organique a conduit à une augmentation du nombre de femmes à l'Assemblée Populaire Nationale (APN) de 31, 6 % après les élections de mai 2012. Au niveau local, le taux a atteint 18 % de femmes élues dans les assemblées locales.

De nombreuses femmes sont désormais élues au niveau local et constituent un vecteur pour le développement, le renforcement et l'ouverture des collectivités locales de manière indiscutable.

C'est dans cet esprit et conformément au plan de travail du projet « Appui à la participation effective et durable des femmes dans les assemblées élues », que le MICLAT et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont lancé en 2015 et 2016 un cycle de sessions de renforcement des capacités des femmes élues au niveau local dans (12) wilayas pilotes. Le cycle a ciblé plus de 800 femmes élues des wilayas concernées et il a connu un franc succès auprès des élues.

Une grande Conférence Internationale portant sur la participation politique des femmes et le développement durable a été organisée le dernier mois de mars. Elle a compté sur la participation

d'une vingtaine d'experts internationaux et plus de 900 participants et a abouti à une liste de (13) recommandations, dont la continuation et l'élargissement du cycle de renforcement de capacités au profit des élues locales sur des thématiques liées à la gouvernance locale.

## III. Objet de la mission

L'objectif de ce renforcement des capacités est, à travers cet appui aux femmes politiques, d'améliorer la gestion, la gouvernance et la représentativité des collectivités locales.

L'ensemble des femmes politiques de 34 wilayas pilotes seront invitées à prendre part à ces ateliers de renforcement des capacités. Les formations se dérouleront selon 05 regroupements régionaux ayant par centres, à titre indicatif : Biskra, Annaba, Boumerdés, Sidi Bel Abbes et Laghouat.

**Responsabilités :**

L'expert sera responsable de conduire des sessions de formations, dans les cinq wilayas susmentionnées (centres régionaux), en matière de mode de gestion de service public local.

**Le cycle de formation doit permettre aux participantes d'appréhender les concepts de :**

1. Définition du service public local;
2. Les principes du service public local;
3. Les modes de gestion du service public local (étude comparative) ;
4. L'évaluation de l'impact et de la qualité du service public local ;
5. Les enjeux du service public local.

**L'objectif spécifique est que les participantes puissent :**

6. Comprendre les concepts de base ;
7. Etudier et analyser les différents modes de gestion de service public local ;
8. Comprendre les enjeux, des dispositifs, des modalités et d'un partenariat en matière de service public local ;
9. Développer les différents aspects des enjeux du service public local.

**Il est attendu que les participantes soient capables de :**

10. Mieux comprendre ses évolutions grâce à la connaissance des principes du service public local et de son régime juridique et financier ;
11. Mesurer la qualité du service public local, le taux de satisfaction des usagers ;
12. Initier des actions dans le but de rationaliser, moderniser l'action de l'administration locale en matière de service public.

**Produits attendus :**

1. Contenu de la formation et approche méthodologique. Ce premier livrable devra comprendre les points suivants : a) les contenus, les curricula de formation décrivant d'une manière explicite le déroulement de la formation, la méthodologie et les techniques les outils de facilitation à adopter, les guides de module, les guides de session, le plan de session… ; b) les outils de facilitation de la formation ; c) les supports de formation à distribuer aux participants ; et d) les documents de référence jugés nécessaires.
2. Assurer les sessions de formation visant à renforcer la compréhension des femmes politiques au niveau local en matière de mode de gestion de service public local.
3. Elaborer un rapport de formation (feedback) relatant la méthodologie adoptée, le déroulement, les résultats et les recommandations.

**Format des sessions de formation :**

Ce cycle de formation vise à renforcer les capacités des femmes ayant un mandat politique au niveau local (au niveau des Assemblées de Wilaya et communales), y compris des élues, des femmes avec des mandats de responsabilité au sein des assemblées (Présidente et/ou vice présidentes APC/APW) ainsi que des membres et présidentes ou vice-présidentes des commissions APC et APW.

- Chacune des cinq (5) sessions de formation se déroulera dans les locaux du siège de la wilaya concernée (Biskra – Annaba – Boumerdés – Sidi Bel Abbes – Laghouat), et tenant compte des emplois de temps des participants, elle sera programmée en mode journée continue (matinée et après-midi avec pause déjeuner) pendant cinq (5) jours.
- Chaque session sera composée de quatre (4) modules de formation, à savoir : Démocratie participative, Gestion budgétaire et financière, Modes de gestion de service public local et Techniques de communication publique.
- Chaque module aura une durée indicative de sept (7) heures au total, distribuées dans les cinq jours de formation. Les différents modules s'alterneront pour plusieurs groupes de

participants.

- L'organisation des sessions de formation est flexible et sera adaptée en fonction des circonstances de chaque wilaya.

**Méthodologie de travail :**

La méthode de travail et les contenus de la formation seront convenus d'un commun accord entre le PNUD, le MICLAT et le formateur(trice) pour atteindre les objectifs de l'atelier. Toutefois, il est fortement recommandé au formateur(trice) d'avoir de l'initiative en proposant une méthode de travail participative et interactive (ie. en alternant des sessions de « brainstorming », questions-réponses, séances pratiques d'études de cas relativement simples pour illustrer certains concepts, et sessions de partage de contenus et d'apports théoriques).

Les supports et les contenus de la formation proposés par le formateur(trice) seront discutés et validés à priori par le MICLAT et le PNUD.

Le PNUD fournira au consultant(e) sélectionné(e) un guide pratique qui devra lui servir comme instrument d'appui dans la conduite de son atelier de formation.

## IV. Compétences

**Compétences de base :**

- Excellentes compétences en communication, organisation et gestion du temps ;
- Grand sens de responsabilité ;
- Avoir le sens de l'organisation ;
- Jugement analytique et capacité à gérer des sujets sensibles ;
- Travailler de manière autonome et concertée et initier des idées innovantes ;
- Montrer un sens d'adaptabilité et de sensibilité aux différentes cultures, genre, religions, nationalités et âges ;
- Capacité à communiquer avec un large éventail de partenaires institutionnels ;
- Connaissance des valeurs et principes du Système des Nations Unies.

**Compétences liées à la fonction :**

- Connaissances approfondies et l'expertise en matière de décentralisation et de gouvernance locale ;
- Excellentes aptitudes en termes de formation pédagogique avec des adultes et de dialogue ;
- Capacités d'interagir en arabe avec les participantes ;
- Bonne communication et relations interpersonnelles ;
- Jugement analytique et capacité à gérer des sujets sensibles ;
- Excellentes aptitudes en matière de communication orale (français et arabe), ainsi qu'une bonne capacité d'analyse.

**V. Qualifications**

| | |
|---|---|
| Education: | Diplôme universitaire en sciences politiques, en droit, en administration publique ou dans un domaine connexe ; |
| Expérience : | - Bonne expérience dans l'administration publique ou en qualité d'élu(e) au niveau local.<br>- Un minimum de 03 ans d'expérience de travail dans la formation d'adultes dans le domaine de la gouvernance locale.<br>- Bonne connaissance du système des Nations Unies en Algérie. |
| Langue : | Excellente connaissance de la langue française et de la langue arabe orales et écrites. |

**VI – Modalités de recrutement**

Le consultant (e) sera recruté(e) pour 7 mois à partir septembre 2018.
- Elle/il sera recruté(e) à plein temps, d'un commun accord avec le PNUD;
- Elle/il sera contracté(e) par le PNUD Algérie.

**VII- Documents constitutifs de l'offre**

1- CV/P11 (annexe 4) dument rempli et signé, incluant au moins 3 personnes de référence et des références de publications sur la thématique (le cas échéant) ;
2- IC Formulaire de confirmation d'intérêt et disponibilité ;
3- Note méthodologique expliquant le contenu et l'approche développée dans la formation. A noter qu'il serait apprécié la diversification des techniques pédagogiques (jeux de rôle, études de cas, présentations, travaux de groupe, etc.).

4- Offre financière : l'offre financière doit être exprimée en Dinar Algérien. L'offre financière devra être détaillée par livrables et inclura les honoraires pour les 30 jours d'intervention ainsi que les frais de voyages. Les frais de restauration et d'hébergement du (de la) consultant(e) dans les 05 wilayas concernées seront à la charge du PNUD.

| **Livrables attendus** | **Montant de l'offre** | **Date \ durée de livraison** |
|---|---|---|
| 1. Contenu et approche méthodologique pour la formation. | 20% | A soumettre avant le début des formations. La date exacte sera communiquée par le PNUD. |
| 2. Assurer les sessions de formation en matière de mode gestion de service publique. | 60% | 25 jours de formation, distribués comme suit :<br>**5 jours :** Biskra,<br>**5 jours :** Annaba,<br>**5 jours :** Boumerdés,<br>**5 jours :** Sidi Bel Abbes,<br>**5 jours :** Laghouat. |
| 3. Elaborer un rapport de formation (feedback) relatant la méthodologie adoptée, le déroulement, les résultats et les recommandations. | 20% | A soumettre 15 jours après la finalisation de la mission au plus tard. |
| **Total** | **100%** | **30 jours** |

## VIII- Critères d'évaluation des offres

Les offres seront évaluées en deux étapes selon les critères suivants :

1. **Evaluation technique**

   Le tableau des critères techniques :

| | Evaluation Technique* | Note* maximum |
|---|---|---|
| 1. | Note méthodologique expliquant le contenu et l'approche à adopter pour l'exécution de la mission selon ces TdRs | 15 |
| 2. | Qualification académique :<br>-Doctorat (10 Points) ;<br>-Master en science politique/ politique de développement, gouvernance locale, en Droit, en administration publique ou dans un domaine connexe (8 Points) ;<br>-Licence dans un domaine connexe (6 points). | 10 |
| 3. | Bonne expérience dans l'administration publique ou en qualité d'élu(e) au niveau local | 15 |
| 4. | 03 ans d'expérience dans la formation d'adultes en matière de gouvernance locale | 10 |
| 5. | Maitrise du français et de l'arabe | 10 |
| 6. | Aptitudes interpersonnelles, ouverture d'esprit, adaptabilité et sensibilité aux questions de genre | 10 |
| | **Total** | **70** |

Les offres qualifiées ayant obtenues 70% à l'évaluation technique passeront à l'évaluation financière.

1. **Evaluation financière** :

Chaque offre financière (F) recevra une note financière (NF) calculée par comparaison avec l'offre financière la moins-disante (Fm) de la manière suivante : NF=100x Fm /F (F étant le prix de l'offre financière).

Pour finir, les propositions seront classées en fonction de leurs notes technique (Nt) et financière (Nf) combinées, avec application des pondérations (70% pour la proposition technique ; 30% pour la proposition financière) ; pour aboutir à une note globale (NG).

Le marché sera adjugée à l'offre ayant obtenu la note globale (NG) pondérée la plus élevée tout en tenant compte des principes généraux du PNUD (coût et efficacité).

## IX. Dépôt des candidatures

Les candidat(e)s intéressé(e)s voudront bien adresser leur lettre de candidature accompagnée d'un curriculum vitae détaillé en indiquant La référence du poste «Consultant Gestion Service Publique Cycle Renforcement » à l'adresse suivante :

**procurement.project.dz@undp.org**

Seules les candidatures répondant aux critères susmentionnés seront prises en considération.